

LA REPUBLIQUE DE FINLANDE ASSUME LA PRESIDENCE DE L'UNION EUROPEENNE

Après la présidence Roumaine, avant la présidence Croate, et pour la troisième fois depuis son adhésion en 1995, l'Union européenne est présidée par la République de Finlande depuis ce 1^{er} juillet 2019 et jusqu'au 31 décembre

Chef de l'État : M. Sauli Niinistö (Parti du Rassemblement national) - rien à voir avec la tonalité française du même nom - élu le 5 février 2012, réélu le 28 janvier 2018

Langue (s) officielle (s) : Finnois et suédois

Monnaie : Euro (introduit le 1^{er} janvier 2002)

Fête nationale : 6 décembre (déclaration de l'indépendance, 1917)

Quelques réalités finlandaises :

Géographiques :

Superficie : 303 919 km²

Capitale : Helsinki (570 000 hab.)

Démographiques :

Population : 5 514 997 hab. (juin 2018)

Densité : 18,14 hab. / km² (2017)

Croissance démographique : 0,3 % (2016)

Espérance de vie : 81 ans

Taux d'alphabétisation : 100 %

Religions : protestants luthériens (84 %), orthodoxes (1,1 %), hors confession (13 %)

Indice de développement humain : 23^e (2015)

Economiques :

PIB (en Mds €, prix courants) : 216 (2016) ; 224 (2017) ; 234 (2018)

PIB par habitant (en €) : 39 327 (2016) ; 40 638 (2017)

Croissance du PIB : 2,5 % (2016) ; 2,8 % (2017) ; 2,9 % (2018)

Taux de chômage : 8,8 % (2016) ; 8,6 % (2017) ; 8,0 % (2018)

Indice des prix (CPI) en % : 0,4 (2016) ; 0,7 (2017) ; 1,1 (2018)

Dette publique (en % du PIB) : 62,9 (2016) ; 61,3 (2017) ; 60,0 (2018)

Balance commerciale (2017) : - 2,5 Mds€ (exportations : 59,6 Mds€ et importations : 62,1 Mds€)

Principaux clients (en 2017) : Allemagne (14,2 %, 8,5 Mds€) ; Suède (10,3 %, 6,1Mds€), Pays-Bas (6,9 %, 4,1 Mds€)

Principaux fournisseurs (en 2017) : Allemagne (15,5 %, 9,6 Mds€) ; Russie (13,2 %, 8,2 Mds€), Suède (11 %, 6,8 Mds€),

Exportations de la France vers la Finlande : 1 985,3 M € (2016) ; 2 049,6 M € (2017) Importations françaises depuis la Finlande : 2 022,7 M € (2016) ; 2 382,7 M € (2017)

Part de marché de la France : 4,9

Présence française :

Communauté française en Finlande : 2 558 inscrits en août 2012 + env. 500 personnes depuis

Communauté finlandaise en France : env. 7 000 personnes

Politique intérieure

La Finlande est une République dont la constitution combine un parlement monocaméral élu au scrutin proportionnel tous les quatre ans, avec un président élu au suffrage universel direct pour un mandat de six ans, renouvelable une seule fois.

Le conservateur Sauli Niinistö (ancien président du parlement) a été élu à la présidence de la République le 5 février 2012 avec 62,6 % des voix. Cette élection a marqué un tournant dans l'histoire politique finlandaise puisque la présidence de la République a échappé au parti social-démocrate pour la première fois depuis 1982 et est revenue à un conservateur, également pour la première fois depuis 1956. Le président voit ses pouvoirs fortement restreints par rapport à ses prédécesseurs,

suite à la révision de la Constitution de 2000. La principale évolution concerne les questions européennes qui sont désormais du ressort unique du gouvernement, alors que le président continue de mener la politique étrangère du pays en collaboration avec le gouvernement. Jouissant d'une forte popularité, le président Sauli Niinistö, a été réélu (64,3 %) dès le premier tour pour un second mandat le 28 janvier 2018.

Le premier ministre Juha Sipilä a annoncé le 8 mars 2019 la démission de son gouvernement, reconnaissant son échec relatif à la réforme des régions et des services sociaux et de santé. Le gouvernement continuera de régler les affaires courantes, jusqu'à la nomination d'un nouveau pouvoir exécutif.

Les élections législatives du 14 avril 2019 ont vu la défaite de la coalition sortante et la progression des partis d'opposition : les « Sociaux-démocrates » ont obtenu la première place (17,7 %, soit 40 sièges sur 200 au Parlement). Les « Vrais Finlandais » ont obtenu 17,5 % des voix et 39 députés. Le Rassemblement national suit avec 17,0 % et 38 sièges. Le parti du Premier ministre sortant, le « Centre » (31 députés), suivi par les « Verts » (11,5 %, 20 sièges) et « l'Alliance de gauche » (8,2 %, 16 députés).

Situation économique

Après trois années de récession (2012-2014) et une année de croissance atone en 2015 (+ 0,3 %), la Finlande a renoué avec la croissance à partir de 2016 (+ 1,9 %). En 2017, l'économie finlandaise a bénéficié du dynamisme de la demande interne et du commerce extérieur. La croissance du PIB a été de 2,8 %, faisant de la Finlande l'État membre le plus dynamique de la zone euro. L'investissement continue de bénéficier d'un effet de rattrapage dans le secteur de la construction après plusieurs années de report de projets et les entreprises semblent profiter de la conjoncture économique positive pour investir.

Le gouvernement Sipilä a annoncé des initiatives douloureuses pour tenter de restaurer la compétitivité prix à l'export de la Finlande, avec notamment une réduction des dépenses publiques destinée à financer la baisse des charges patronales et un appel à la modération salariale. Le gouvernement a finalement atteint son objectif en matière d'emploi de 72 %.

Politique européenne et étrangère

Depuis son adhésion en 1995, la Finlande se veut élève modèle de l'Union européenne. Elle a adopté l'ensemble des politiques européennes, dont la monnaie unique. Elle a appliqué à la lettre les critères du Pacte de stabilité et de croissance après la mise en place de l'euro, et a veillé à respecter strictement les critères posés par le Pacte en matière de déficit budgétaire et d'endettement. La crise des dettes souveraines dans la zone euro a provoqué un durcissement sensible de la position du pays face aux demandes d'assistance émanant d'États en difficulté, perçus comme moins vertueux. En juillet 2015, le gouvernement finlandais a soutenu l'option d'un « Grexit temporaire », avant de se rallier au compromis final.

Helsinki a publié en juin 2013 un livre blanc sur l'UE. Il plaide pour une intégration plus étroite, juste et équitable, solidaire et responsable, dans le cadre des traités existants. Plus qu'une union économique et un marché unique, le pays voit l'UE comme une communauté de valeurs, respectueuse de ses propres règles. Il met l'accent sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, le modèle social, mais aussi la politique énergétique et climatique, la liberté de mouvement et le renforcement d'une défense commune intégrée.

La Finlande et l'Union européenne :

La Finlande qui est partie intégrante de l'espace Schengen depuis le 21 mars 2001, elle a 13 députés au Parlement européen, 9 Conseillers au Comité Economique et Social Européen et 9 également au Comité des Régions, 1 Commissaire européen, 1 membre de la Cour de justice européenne et 1 membre de la Cour des comptes (l'une et l'autre étant à Luxembourg).

Syndicalement : Trois organisations sont membres de la **Confédération Européenne des Syndicats - CES -** : AKAVA, SAK, STTK

Les patronats : Dans le secteur privé, la principale organisation est la Confédération des industries finlandaises (EK) regroupant 42 organisations patronales représentant le secteur de l'industrie aussi bien que le secteur des services. Il existe aussi la Fédération des entreprises finlandaises (SY), la Fédération des employeurs du secteur agricole (MTL)

Dans le secteur public les acteurs qui négocient des conventions collectives sont la Commission pour les employeurs des collectivités locales (KT), le Service des employeurs de l'Etat (VTML) et la Commission des employeurs de l'Eglise (KiT). La KT, qui est l'organisation la plus importante représentant les employeurs du secteur public, couvre 431

municipalités et 208 fédérations de municipalités employant au total environ 422 000 personnes. Le VTML conclut des conventions collectives pour 124 000 employés et fonctionnaires de l'Etat

La Finlande, sa Défense et sa sécurité :

Du fait de sa non-appartenance à l'OTAN, la Finlande est un fervent défenseur de la **Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC)**, à laquelle elle contribue activement depuis son adhésion à l'Union, à la mesure de ses moyens. Elle a ainsi été le premier État membre à répondre à une demande d'assistance au titre de l'article 42-7 du TUE. (clause de défense mutuelle) La Finlande a rejoint en novembre 2018 l'Initiative européenne d'intervention (initiée par la France en 2017), qui vise à favoriser l'émergence d'une culture stratégique européenne et à développer des coopérations opérationnelles et stratégiques pragmatiques. La Finlande participe aux opérations de maintien de la paix, essentiellement dans le cadre des Nations unies. Elle est aussi présente dans le cadre de l'OSCE (missions de terrain) et du Partenariat pour la paix de l'OTAN. La crise ukrainienne a relancé le débat sur une éventuelle adhésion à l'OTAN, mais le sujet divise l'opinion et la classe politique. Elle a participé au plus important exercice de l'Alliance « Trident Juncture » qui s'est principalement déroulé en Norvège à la fin de 2018

La Finlande a également mis en place une coopération de défense renforcée avec la Suède. Au plan bilatéral, une déclaration commune franco-finlandaise a été signée sur la défense européenne en août 2018.

Elle entretient avec les États-Unis une coopération sur les questions de sécurité et de défense, et elle participe à la lutte contre Daech. Elle a octroyé 10 millions d'euros pour la reconstruction des zones libérées, l'aide humanitaire et des activités de déminage en Irak pour l'année 2016-2017. Considérant essentiel pour sa stratégie de défense le rôle du renseignement pour faire face aux menaces hybrides, elle a créé en 2017 un Centre européen de défense contre les menaces hybrides, auquel la France s'est associée.

Sur le plan international, la Finlande s'emploie activement à renforcer la coopération multilatérale, notamment dans le cadre des Nations unies, et le droit international en général.

Elle entretient une relation bilatérale étroite et complexe avec la Russie (frontière commune d'environ 1 300 km) et cherche à développer une politique régionale à vocation septentrionale, baltique et arctique. Bien que non-côtier de l'Océan arctique, un tiers de son territoire se trouve au nord du cercle polaire. La région arctique constitue un enjeu de politique

intérieure pour la Finlande du point de vue économique, environnemental, sociétal et scientifique.

L'attitude menaçante de la Russie dans la région de la Baltique suscite son inquiétude, malgré la persistance d'un dialogue bilatéral régulier de haut niveau. La Russie est en outre son premier partenaire commercial et fournit 85 % de son énergie. Les autorités finlandaises adoptent désormais avec leur grand voisin oriental une ligne associant fermeté et dialogue, dans un cadre qualifié de « neutralité active » (abandon de sa conception stricte de la neutralité en 1994). La crise russo-ukrainienne a contribué à rapprocher la Finlande de l'OTAN et de la Suède (signature d'un plan d'action entre les deux pays en mai 2017).

Pour en savoir plus :

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/europe/evenements/article/union-europeenne-presidence-finlandaise-du-conseil-01-07-31-12-19>

Jean-Pierre Bobichon – Conseiller auprès de l'Institut Jacques Delors